COMMENT LULA A ÉRADIQUÉ LA FAIM AU BRÉSIL ?



Lula vient d'être réélu à la présidence du Brésil. « J'ai déjà mis fin à la faim deux fois », déclarait-il à TV Globo.

La lutte contre la faim est l'un de ses grands combats. La façon dont ses gouvernements l'ont menée peut nous inspirer pour organiser une sécurité sociale de l'alimentation.

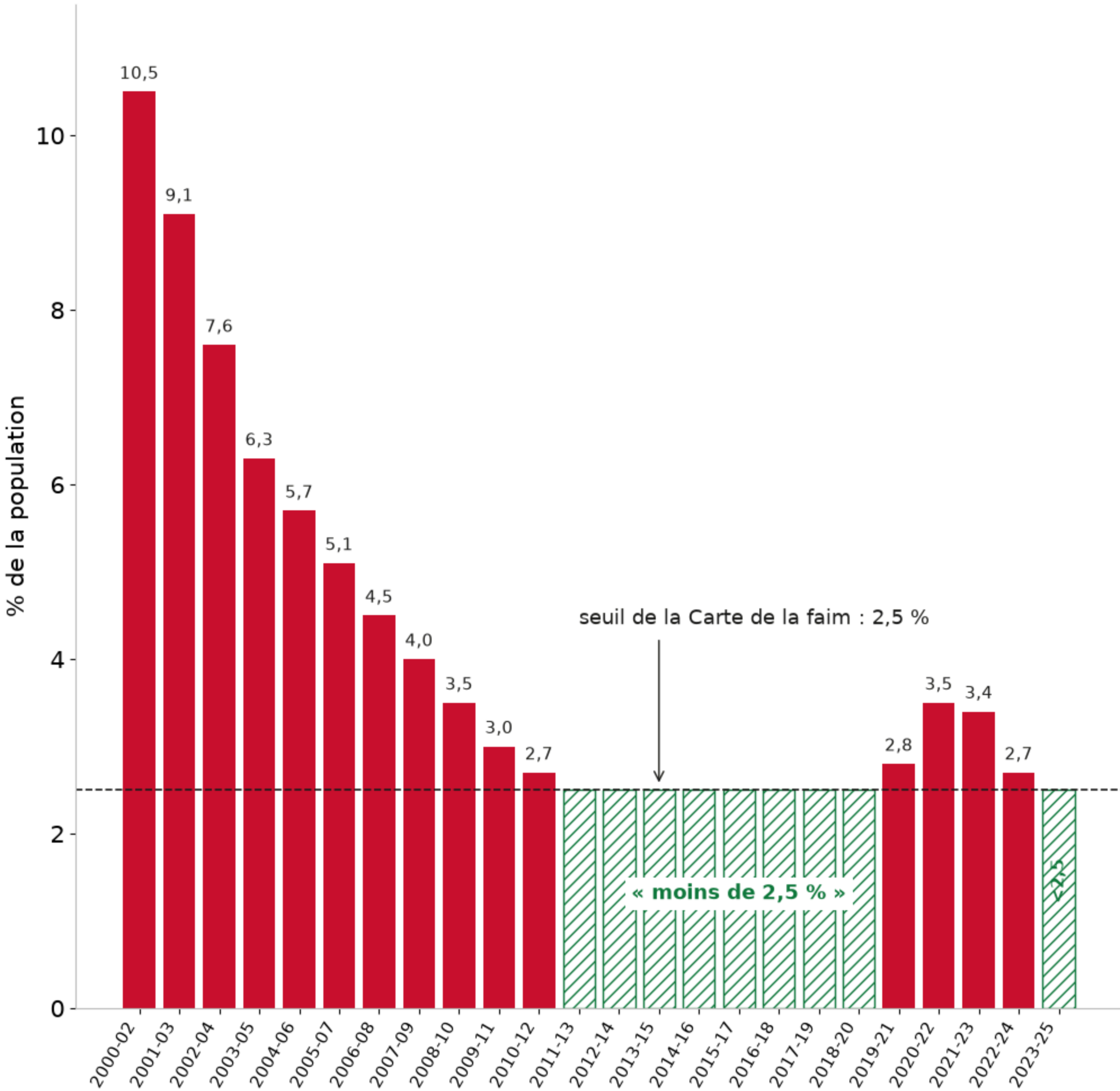


Lula et Geraldo Alckmin, le soir de la réélection. · Ricardo Stuckert · CC BY-SA 4.0

Car le Brésil est au cœur d'un paradoxe. Ce géant agricole exporte sa nourriture à travers le monde. Pourtant, selon l'agence des Nations unies pour l'alimentation, 18,4 millions de personnes étaient sous-alimentées au début des années 2000. Produire de la nourriture ne suffit pas si les familles n'ont pas les moyens de l'acheter.

Brésil : la sous-alimentation selon la FAO, 2000-2025

Part de la population sous-alimentée, moyenne sur trois ans (%).
Sous 2,5 %, la FAO n’affiche plus de chiffre : le pays sort de la « Carte de la faim ».
Série révisée de juillet 2026 : elle diffère des éditions précédentes du rapport SOFI.



Source : FAO, FAOSTAT, Suite of Food Security Indicators (fichier publié en juillet 2026), indicateur « Prevalence of undernourishment », Brésil.
Valeurs « <2,5 » représentées par des barres hachurées à la hauteur du seuil. Graphique redessiné par Ilian Moundib, données inchangées.

C'est ce problème que Lula veut résoudre lorsqu'il arrive au pouvoir en 2003. Il lance Fome Zero, « Faim zéro » : aider les familles à acheter à manger et organiser des repas accessibles, en reliant l'aide sociale aux cantines et aux achats publics aux paysans.



Fome Zero : « Faim zéro ». · Governo Federal · domaine public

Ces politiques conduisent le Brésil à sortir de la Carte de la faim des Nations unies en 2014, sous Dilma Rousseff, puis de nouveau en 2025, sous Lula. Cet indicateur mesure le manque durable de nourriture dans la population. Entre ces succès, la faim était revenue. Comment les gouvernements de Lula s'y sont-ils pris pour la faire reculer ?

Brésil : vingt-trois ans de politiques contre la faim

Les jalons principaux, de Fome Zero à la réélection de Lula.

2003 — Fome Zero (Faim zéro) lancé ; Bolsa Família créé (oct.) ; PAA (achats publics à l'agriculture familiale) ; Consea recréé

2006 — Loi organique de sécurité alimentaire (LOSAN, loi 11.346)

2009 — Loi 11.947 sur l'alimentation scolaire (PNAE) : 30 % minimum d'achats à l'agriculture familiale

2010 — Le droit à l'alimentation entre dans la Constitution (amendement 64, art. 6)

2011 — Plan Brasil Sem Miséria (Dilma Rousseff)

2014 — La FAO sort le Brésil de la Carte de la faim

2019 — Le Consea est supprimé (MP 870, 1er janvier 2019)

2022 — Pic : 33,1 millions de personnes en faim (enquête Vigisan, Rede PENSSAN)

2023 — Retour du Consea et du Bolsa Família ; loi 14.628 (PAA et Cozinha Solidária) ; Plan Brasil Sem Fome (31 août)

2024 — Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté (G20, Rio)

2025 — Nouvelle sortie de la Carte de la faim (SOFI 2025, 28 juillet)

2026 — PNAE : 45 % d'achats à l'agriculture familiale (loi 15.226/2025) ; Lula réélu le 25 octobre

Sources : lois fédérales 10.696/2003, 10.836/2004, 11.346/2006, 11.947/2009, 14.628/2023, 15.226/2025 ; amendement constitutionnel 64/2010 ; décret 11.679/2023 (Brasil Sem Fome) ; FAO, SOFI 2014 et 2025 ; Rede PENSSAN, II Vigisan (2022) ; TSE (2026). Schéma d'Ilian Moundib.

Avec Bolsa Família, « Bourse famille » en portugais, l'État verse chaque mois une aide aux familles pauvres. Son montant dépend de la composition du foyer. En contrepartie, les parents doivent assurer la scolarisation et le suivi de santé de leurs enfants. Selon l'agence de presse publique

brésilienne, 19 millions de familles reçoivent cette aide aujourd'hui.



Lancement du nouveau Bolsa Família lors du retour de Lula. · Ricardo Stuckert/PR · CC BY 2.0

S'ajoutent à ce dispositif les cantines collectives. À Belo Horizonte, un déjeuner coûte 3 reais, soit environ 0,53 €, dans les restaurants populaires. La mairie finance ces établissements pour servir des repas équilibrés, accessibles aux salariés comme aux personnes à la rue.



Restaurant populaire de Campo Grande, à Rio de Janeiro. · Edvaldo Reis · CC BY 3.0

Dans les quartiers, des associations et des habitants ont aussi ouvert des cuisines solidaires : des lieux où l'on prépare et distribue des repas gratuits. Le gouvernement de Lula soutient leur fonctionnement et leur approvisionnement, encore largement dépendants du bénévolat et des dons.

Les écoles publiques servent, elles aussi, des repas gratuits à tous les élèves. L'État et les collectivités les financent. Ces cantines permettent aussi de solvabiliser l'agriculture paysanne.

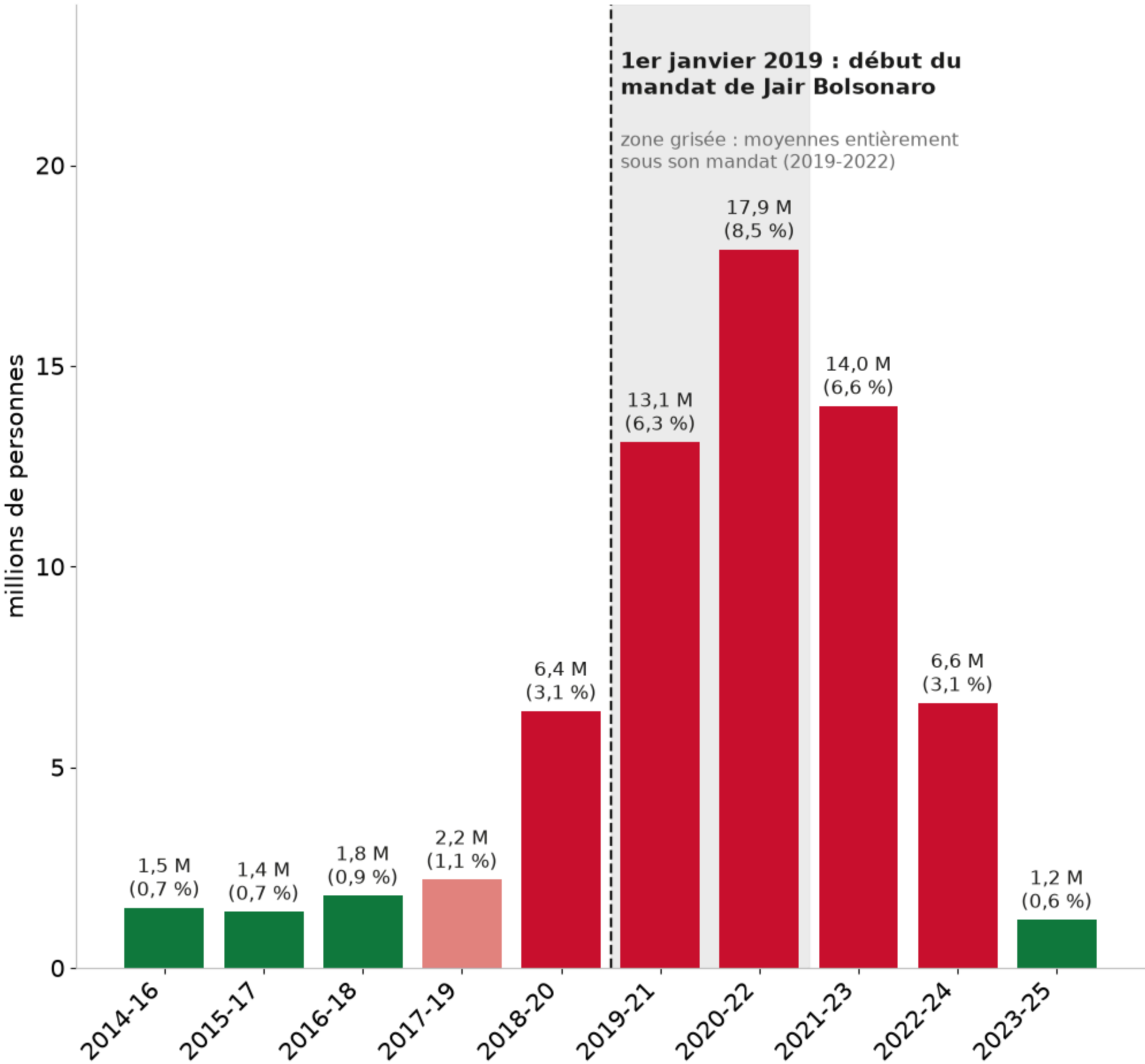
Selon la loi brésilienne, au moins 45 % des fonds fédéraux consacrés aux achats alimentaires des cantines doivent aller à l'agriculture familiale. La commande publique leur réserve ainsi une part des commandes.

Toute cette organisation a également été placée sous contrôle démocratique : un conseil citoyen de l'alimentation réunit des associations, des mouvements sociaux et des membres du gouvernement pour orienter ces politiques. Le droit à l'alimentation entre aussi dans la Constitution. La population peut demander des comptes à l'État, mais ces protections restent fragiles.

À partir de 2016, après la destitution de Dilma Rousseff, Michel Temer commence à démanteler cette politique. Les achats publics aux paysans perdent des moyens. Puis Jair Bolsonaro est élu et supprime le conseil citoyen dès son entrée en fonction.

Brésil : l’insécurité alimentaire grave, 2014-2025

Personnes en insécurité alimentaire grave (échelle FIES de la FAO), moyenne sur trois ans, en millions (et en % de la population).
Les moyennes 2017-19, 2018-20, 2021-23 et 2022-24 mêlent des années d’avant ou d’après le mandat de Jair Bolsonaro.



Source : FAO, FAOSTAT, Suite of Food Security Indicators (fichier publié en juillet 2026), indicateurs « Number of severely food insecure people » et « Prevalence of severe food insecurity », Brésil.
Graphique redessiné par Ilian Moundib, données inchangées.

Après avoir fortement reculé, la faim regagne du terrain. En 2022, dernière année du mandat de Jair Bolsonaro, 33 millions de personnes ont faim, selon le réseau de recherche brésilien PENSSAN. La pandémie a aggravé les effets du démantèlement. À son retour, Lula relance les aides et les achats aux paysans, rétablit le conseil citoyen et soutient les cuisines solidaires. La faim recule à nouveau.

Ce qu'un gouvernement construit, le suivant peut le défaire. Au Brésil, l'inscription du droit à l'alimentation dans la Constitution n'a pas empêché de couper des budgets ou de supprimer le conseil citoyen. Un droit doit donc avoir des financements et des institutions capables de le faire vivre, avec une population qui puisse les défendre. C'est précisément cette question que pose la sécurité sociale de l'alimentation.

C'est dans ce sens que va la proposition de sécurité sociale de l'alimentation. Chacun recevrait une somme mensuelle pour acheter à manger chez des producteurs choisis collectivement. Des caisses locales décideraient des critères, notamment écologiques, et des cotisations financeraient ce droit.



Le Brésil a organisé toute une économie de l'alimentation autour d'un besoin, en bouclant l'aide aux familles, les repas publics et les commandes aux paysans. Une sécurité sociale de l'alimentation prolongerait ces expériences par un droit pour tous, au-delà des aides réservées aux plus pauvres.

Les cotisations assureraient son financement et les caisses locales permettraient aux habitants de choisir l'agriculture qu'ils veulent soutenir. L'argent consacré aux repas donnerait ainsi des débouchés aux paysans qui préservent les sols et l'eau. Ces institutions resteraient, elles aussi, à défendre.

La meilleure façon de les défendre, c'est de les placer sous contrôle démocratique. Faire de l'alimentation un droit permet de lutter concrètement contre la pauvreté, de planifier et de solvabiliser les formes d'agriculture que nous voulons développer. Ce droit doit être organisé à la base pour s'ancrer dans les pratiques populaires. Ces institutions seraient alors plus solides et la grande majorité du peuple pourrait les défendre, comme en témoignent les résultats des élections d'hier.

Arrêtons de demander à nos dirigeants de changer le monde.

Changeons le monde nous-mêmes.

Mettons-nous en lien autour de la mise en sécurité sociale des communs et des besoins.



